

Claire Dolan, dir., *Les pratiques politiques dans les villes françaises d'Ancien Régime : communauté, citoyenneté et localité*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 236 pages

Aurélien Peter

Volume 48, numéro 1, fall 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1074690ar>

DOI : <https://doi.org/10.3138/uhr.48.1.br03>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

University of Toronto Press

ISSN

0703-0428 (imprimé)

1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Peter, A. (2020). Compte rendu de [Claire Dolan, dir., *Les pratiques politiques dans les villes françaises d'Ancien Régime : communauté, citoyenneté et localité*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 236 pages]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 48(1), 70–71.
<https://doi.org/10.3138/uhr.48.1.br03>

Claire Dolan, dir., *Les pratiques politiques dans les villes françaises d'Ancien Régime : communauté, citoyenneté et localité*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 236 pages.

Aurélien Peter*

Université Paris I Panthéon-Sorbonne - IHMC

L'ouvrage dirigé par Claire Dolan rassemble sept contributions issues de deux journées d'étude menées à Québec en octobre 2016. Elles balisent les étapes d'un intense et stimulant voyage à travers plusieurs communautés urbaines en France à l'époque moderne. De celui-ci ressort la multiplicité des types de communautés, de leurs modes de représentation et de leurs capacités d'action.

Tout débute par une halte à Marseille où des « syndics » s'opposent, quartier par quartier, aux projets d'aménagement urbain conduits par les autorités au XVIII^e siècle, signifiant ainsi l'attention croissante portée à la propriété (Julien Puget). C'est à Toulouse que l'on s'arrête ensuite. Tout d'abord, Nicolas Marqué présente la manière dont les différentes autorités locales aiment invoquer une communauté d'habitants aux contours flous, prétexte dans leurs rivalités pour la transformation de l'espace urbain. Puis, Claire Dolan s'intéresse, entre autres, au pouvoir de gestion détenu par les artisans élus comme « ouvriers » – marguilliers – dans leur paroisse au XVII^e siècle. Éloignés d'une municipalité au fonctionnement oligarchique, ils participent à la vie du quartier et révèlent l'importance de la rue dans l'espace politique de la ville.

La dernière étape, conséquente, est parisienne. Elle permet de tourner d'abord vers les « bourgeois mandés », élus aux assemblées générales de l'Hôtel de Ville. Au moyen d'une étude quantitative, Michel Demonet et Robert Descimon observent la difficulté qu'il y a à catégoriser les composantes de la bourgeoisie, tout en y distinguant le poids du cumul des positions d'honorabilité, de la notabilité. Cette étude suscite, dans un autre article, des conclusions plus générales sur la bourgeoisie de l'époque moderne, sur sa différence avec la *civitas* romaine et la citoyenneté d'aujourd'hui (Robert Descimon). Par exemple, les élections, territoriales au XVI^e siècle, corporatives ensuite, sont toujours transcendées par la présence du monarque sacré. Ensuite, Laurence Croq déplace la focale sur le devenir, durant la Révolution, des bourgeois parisiens qui s'étaient mobilisés face à la réforme de Maupeou. Au déclin progressif des milieux pro-parlementaires s'oppose le regain d'activité des anciens soutiens de la réforme dans les sections et chez les Girondins. Le voyage se termine dans les geôles de la conciergerie du palais, espace différencié du reste de la ville, mais où sont rejouées certaines hiérarchies urbaines et d'où émerge la

*Université Paris I Panthéon-Sorbonne IHMC, 45, rue d'Ulm, 75005 Paris, France (aurelien.peter@univ-paris1.fr)

figure des « prévôts », doyens des détenus et porte-voix de leurs revendications (Sophie Abdela).

La diversité tourbillonnante, un peu déroutante de prime abord, des lieux, des échelles et des temps, des méthodes d'analyse, des cartes et des graphiques ainsi que des pratiques politiques étudiées correspond en fait au projet de cet ouvrage collectif : observer « une citadinité au ras du sol », dans les quartiers et les rues *des villes*, en dépassant l'écran des images projetées sur *la ville* par les acteurs étatiques. Les auteurs et les autrices concentrent l'attention sur les dimensions locales des situations et sur l'importance des contextes qui les entourent. Ils s'appuient pour ce faire sur les questionnements des socio-anthropologues et sur une historiographie étendue. Et il faut souligner le travail de Claire Dolan qui, en introduction et en conclusion, fait émerger les contours de pratiques politiques citadines partagées.

La montée en généralité est rendue possible par un double entrecroisement, dans l'ouvrage, des trajectoires d'observation. Le premier est situé entre les différentes villes qui servent d'ancrage aux contributions et structurent l'ouvrage : Marseille, puis Toulouse et enfin Paris. À chaque ville ses particularités : les modalités de désignation des échevins parisiens sont assez différentes de celles qui valent pour les capitouls à Toulouse. Mais des correspondances existent : par exemple, la sociologie des marguilliers semble identique dans les deux villes. Ce premier entrecroisement permet de poser les bases du second, conceptuel celui-ci. Les contributions interrogent en effet les pratiques politiques citadines sous l'angle des notions de communauté, de citoyenneté et de localité. Plusieurs types de communautés se distinguent. Certaines sont instituées, structurées par des statuts et dotées de représentants. On en trouve à toutes les échelles de la ville, de la paroisse à la municipalité, en passant par la prison. Mais il existe aussi des « communauté[s] d'expérience, construite[s] par les mobilisations » (184). Elles se forment pour préserver leur espace urbain, pour s'opposer aux actions des autorités ou y adhérer.

Deux aspects de ces pratiques politiques citadines méritent une attention toute particulière. D'une part, toutes les communautés, aux contours plus ou moins lâches, à la pérennité plus ou moins assurée, puisent finalement leur force vitale dans leur mobilisation. Évident pour les communautés d'expérience, cela l'est aussi pour celles instituées. Ainsi, l'étiollement des privilèges de la bourgeoisie parisienne favorise la disparition de ses dimensions représentative et communautaire. D'autre part, la communauté peut devenir pour les autorités étatiques, régionales ou municipales un argument essentiel dans l'appropriation des espaces publics urbains. Ainsi, quand bien même la communauté n'existe pas à proprement parler, elle peut être inventée, instrumentalisée, au détriment, parfois, de communautés bien réelles.

Rappelons pour finir que si la singularité de chaque contribution par rapport aux autres peut étonner, elle fait la force de cet ouvrage. Cette diversité stimule la réflexion et incite à délaissier les jugements préconçus pour naviguer entre les définitions, les échelles et les lieux. On peut regretter le déséquilibre assez marqué entre les villes en faveur de Paris. Il faut y voir une invitation à prolonger le voyage et à continuer l'entreprise des auteurs et des autrices, qui dressent ici une passionnante cartographie des pratiques politiques des communautés urbaines au sein du royaume de France à l'époque moderne.